

**Édition 2006
Montréal**

**Ligne de groupe politique
Socialiste**

par Taryn Burns
chef de groupe Socialiste

Les dernières élections européennes et le processus de ratification de la Constitution sont des coups difficiles à surmonter. Vient de se faire voir un problème jusque hier soupçonné, celui du manque d'attachement des européens à leurs institutions et à la classe politique. Pour nous, socialiste, il s'agit maintenant de gagner leur confiance, en nous engageant à entamer des politiques qui répondent aux soucis réels de la population.

Notre défi doit être de transformer l'Europe en une Europe plus sociale et démocratique qui garantisse le développement durable et qui veille sur ses obligations internationales. Voilà donc les objectifs majeurs qui doivent guider les politiques communautaires.

L'Europe sociale et démocratique permet vivre en paix, en liberté et en sécurité

La fin de la deuxième Guerre Mondiale a supposé l'instauration de la démocratie en Europe, et l'ouverture de cette voie pour le reste du monde. Aujourd'hui, plus d'un demi-siècle après, on observe autour de nous comme l'humanité a fait le bon choix. Les États démocratiques sont ceux qui garantissent à ses habitants un niveau de vie plus élevé, qui garantissent davantage les droits individuels, et qui maintiennent la sécurité nécessaire pour mener une vie digne. C'est pourquoi nous, les socialistes européens, proposons d'approfondir cette voie.

Le rôle du modèle social européen

Pour garantir cette triple exigence de paix, de liberté et de sécurité, il faut mettre en place des politiques qui favorisent la croissance économique de l'Union Européenne, dans le cadre du modèle social européen.

Le marché tout seul n'est pas suffisamment juste et efficace. Il faut voir que l'acceptation de l'économie de marché ne veut cependant pas dire l'acceptation de la société de marché: on s'oppose ouvertement à l'absolue liberté du marché. Pour accomplir les objectifs fixés, on doit s'engager avec les citoyens et mettre en place les mesures nécessaires pour garantir que la croissance économique de l'Union marche à côté de la croissance du niveau de vie du citoyen.

La mise en place de politiques sociales, de droits des travailleurs, de protection de l'environnement, de droits des consommateurs, de solidarité entre régions... C'est pour nous le meilleur chemin vers la paix, la liberté et la sécurité.

Directive relative à l'avancement de l'électricité produite à partir des sources renouvelables

Le groupe des socialistes désire saluer le Commissaire Jukic pour cette initiative. L'Europe doit être le leader mondial du développement durable et de la protection de l'environnement. L'augmentation de la proportion d'électricité produite à partir des sources renouvelables permettra à l'Europe de rencontrer ses objectifs de réduction des gaz à effet de serre et de soutenir sa croissance économique tout en respectant l'environnement et en protégeant la santé de ses citoyens.

La diffusion d'information concernant les énergies renouvelables et la sensibilisation du public aux problèmes environnementaux sont importants. Par contre la faiblesse de la présente directive se situe au niveau du choix et du financement des mesures incitatives pour atteindre les objectifs fixés. Nous

soutenons l'amendement de la Rapporteuse Plana qui introduit des sanctions pour les états membres qui ne rencontreront pas l'objectif de 50% en 2020, mais croyons que la directive devrait aller encore plus loin. Elle devrait identifier les régimes de soutien les plus efficaces et forcer les états membres à les utiliser. Le plan de développement des régimes de soutien publiés par les états membres devraient faire l'objet d'un suivi pour évaluer leur efficacité et ainsi apporter des correctifs si nécessaires.

Le programme « Verdissez l'Europe » financé de façon tout à fait volontaire par les consommateurs nous semble complètement utopique et mènera l'Europe droit à l'échec. La « Journée européenne pour l'énergie verte » proposée par la Rapporteuse Plana, quoique bien sympathique, n'est pas un gage de succès non plus.

La question environnementale et du réchauffement de planète sont d'une extrême importance et requièrent une action immédiate. Nous croyons que la Commission aurait dû être plus agressive dans sa proposition. L'environnement étant transnational, nous proposons de créer et de gérer un programme fort et efficace au niveau européen pour favoriser la production et l'utilisation de l'énergie renouvelable. Un tel programme étant, selon nous, la seule façon de s'assurer de l'atteinte des objectifs, le budget de l'Union Européenne devrait lui accorder des crédits importants.

Directive relative à la fourniture de services de médias audiovisuels

Le groupe socialiste se réjouit de la proposition de cette directive par la Commission. Nous soutenons la protection des services de médias audiovisuels en Europe. Cette protection doit passer obligatoirement par

l'établissement de quotas de contenu européen strict tel que proposé par la Commissaire Martinez. Nous sommes par contre ouvert à discuter du quantitatif.

La définition d' « œuvre européenne » est trop vague. Est-ce qu'une adaptation d'une œuvre de Shakespeare (auteur européen) produit et financé par des producteurs hollywoodiens serait considérée comme une œuvre européenne?

Cette directive s'attaque à la promotion et la diffusion des œuvres européenne, mais ne touche pas la question de la qualité des œuvres européennes. Nous suggérons de lancer un vaste programme de soutien aux auteurs et producteurs européens afin d'aider les Européens de talents à produire leurs œuvres et s'assurer d'élever la qualité des œuvres européennes en général.

Le désir de la Commissaire d'appliquer cette directive à l'ensemble des services audiovisuels sans égard à leur mode de transmission relève la question de la réglementation d'Internet qui cause toujours problème. Il s'agit là de beaux vœux pieux, mais on ne voit pas comment cette directive sera applicable dans ce cas précis.

Nous croyons que l'établissement de l'Autorité européenne de l'audio-visuel est nécessaire pour s'assurer du respect des règles et des principes de cette directive. Cependant, nous désirons que cet organisme soit redevable au Parlement européen plutôt qu'à la Commission : La nomination de ces membres serait être entérinée par le Parlement européen et un rapport annuel sevrant déposé devant ce dernier qui chargera une commission parlementaire de l'étudier.

Directive relative aux services dans le marché intérieur

S'il est louable de vouloir poursuivre l'intégration de l'économie européenne et de favoriser la libre circulation des services, la méthode suggérée par la Commissaire risque de nous mener à un nivellement par le bas de la prestation des services. Les prestataires de services d'un pays membre ayant une législation permissive en ce qui concerne les règles de qualité et de protection obtiendront un avantage concurrentiel indéniable sur leurs concurrents provenant d'un pays membre aux législations plus contraignantes. Il y a lieu de se demander quel est le but réel de cette directive; en quoi contribue-t-elle à accroître la solidarité entre les états membres et en quoi soutient-elle la croissance du niveau de vie du citoyen européen?

Le groupe socialiste soutient le rapporteur Routhier dans sa volonté de permettre aux états membres de conserver le droit d'imposer des règles plus strictes que le pays d'origine au niveau de la qualité des services et de la protection du consommateur. Cette mesure visant à satisfaire l'intérêt général est intrinsèquement supérieure aux inconvénients causés par l'établissement d'obstacles à la liberté d'établissement. Elle aura pour effet d'éviter que des organismes déménagent dans un pays membre que pour bénéficier des règles moins strictes en vigueur.

Pour que la libre circulation des services se fasse d'une façon juste, équitable et solidaire, nous devons au préalable harmoniser les règles de droit du travail, de protection des consommateurs, de protection de l'environnement et de sécurité au niveau des états membres. Nous regrettons le manque de courage de la Commission à ce sujet durant la présente session parlementaire.

Déclaration relative à l'espace culturel européen

La protection et la promotion de la culture européenne est un sujet chaud au cœur des socialistes européens. La définition d'une culture européenne est toujours une question délicate qui soulève les passions. Nous sommes heureux que celle retenue soit très large et inclusive.

La culture européenne se doit d'être actuelle et non pas moyenâgeuse. Plusieurs cultures d'origines non-européennes ont maintenant une forte présence en Europe grâce aux différentes vagues d'immigrations. Ces langues et ces cultures font aussi parti de la culture européenne actuelle et devraient être traitées comme telle dans la présente déclaration. La compréhension de la culture des minorités dans les états membres ne peut que favoriser les rapprochements et désamorcer des points de tensions.

La promotion et l'accès à la culture peut s'effectuer de façon active : Je vais au musée; je lis un livre; je visite l'Estonie. Elle peut aussi s'effectuer de façon passive : par le biais de l'éducation où la culture viens à moi. Le groupe socialiste insiste pour que la culture occupe une place importante dans l'éducation des jeunes. C'est une chance unique pour eux de connaître cette culture européenne et l'occasion de susciter en eux le goût de la découvrir encore davantage. Nous favorisons l'enseignement de l'histoire, des arts, des cultures et des langues dans nos écoles de même que le développement des programmes d'échange et de découverte culturelle comme Erasmus.